

polémiques

+ RÉGIONS

GÉNÉRATION(S)

« La meilleure épargne, ce sont les murs qui nous entourent » P.14 & 15

L'ANALYSE

De Coorebyter : « Où se situera le FDF sur l'échiquier politique belge ? » P.13

Les Flamands ont-ils abdiqué sur Bruxelles ?

Refinancement. Transfert de la compétence des allocations familiales sans « sous-nationalisme ». Elargissement de l'autonomie constitutive. En ratifiant le volet bruxellois de l'accord institutionnel, les partis flamands ont-ils renoncé à leur volonté de cogestion et accepté Bruxelles comme Région à part entière ?



Pascal Delwit

Professeur de science politique à l'ULB.



© ALAIN DEWEZ.

« Le refinancement était tout sauf acquis »

Peut-on déduire du volet bruxellois de l'accord institutionnel que les partis flamands considèrent désormais Bruxelles comme une Région à part entière ?

Non. Je crois que dans l'esprit des partis néerlandophones, et tout spécialement dans le chef du CD&V, Bruxelles n'est pas à proprement parler une Région à part entière. D'ailleurs, ils épinglent toujours qu'il persiste une distinction entre les décrets pris par la Région wallonne et la Région flamande (les décrets ont force de loi, NDLR) et les ordonnances de la Région bruxelloise (les ordonnances ont pratiquement force de loi). Il existe toujours, en Flandre, des tentatives communautaristes qui voudraient que Bruxelles soit d'abord et avant tout la capitale de la Communauté flamande et de la Communauté française, dans une dynamique de cogestion. C'est une vision qui a souvent été exprimée par le ministre-président flamand Kris Peeters (CD&V) – qui, en même temps, considérait que jamais la Flandre n'abandonnerait Bruxelles...

Mais il y a une évolution, qui est notamment perceptible dans l'aile bruxelloise du CD&V : on a vu, ces dernières semaines, Brigitte Grouwels souligner l'importance du refinancement de la Région alors que, côté flamand, jusqu'alors, le parti qui était en pointe sur ce sujet, c'était plutôt l'Open VLD. Un pas a été franchi. Un pas à la fois symbolique, avec, comme vous l'avez souligné, le refinancement, la reconnaissance de l'autonomie constitutive – reconnaissance cadrée, puisqu'elle interdit notamment que l'on touche aux équilibres linguistiques... – et l'acceptation que les allocations familiales soient transférées à la Com-

mission communautaire commune, ce qui évite le principe des sous-nationalités (tous les Bruxellois bénéficieront du même régime, qu'ils soient francophones ou néerlandophones, NDLR).

Ce que Bruxelles a obtenu, c'est la rançon de la scission de BHV ?

C'est un élément de l'accord, c'est clair. Le refinancement de la Région de Bruxelles-Capitale – et certainement à cette hauteur-là – était tout sauf un fait acquis dans la négociation avec les partis néerlandophones.

Côté bruxellois (francophone), c'est un bon accord, ou un rendez-vous raté ?

Je crois que personne ne s'attendait à ce que la Région obtienne un statut plein et entier, un refinancement et un élargissement... On l'a souvent dit mais, par définition, un accord est une synthèse entre des points de vue différents.

Le plus important, c'est le refinancement de la Région, qui va débiter dès 2012 à concurrence de 135 millions d'euros. C'est extrêmement important car on était arrivé aux limites du modèle de la loi spéciale de financement pour la Région de Bruxelles-Capitale. On était dans un double effet pervers : d'une part un mode de financement qui lui était à tous points de vue défavorable et d'autre part le fait que la Région doive assumer, y compris financièrement, des missions en tant que capitale fédérale et régionale. Cet accord va lui permettre de se redéployer, avec de très grands défis devant elle, en termes démographiques, éducatif ou d'emploi. ■

Propos recueillis par
WILLIAM BOURTON

Carl Devos

Professeur de science politique à l'Université Gent.



© DOMINIQUE DUCHESNES.

« Pour beaucoup de Flamands, Bruxelles est perdue »

Peut-on déduire du volet bruxellois de l'accord institutionnel que les partis flamands considèrent désormais Bruxelles comme une Région à part entière ?

En Flandre, il y a des gens – singulièrement du côté de la N-VA – qui ne veulent pas considérer Bruxelles comme une Région à part entière. Et de fait, ces derniers jours, ces gens ont affirmé qu'à cause de cet accord, Bruxelles est plus proche que jamais de la Flandre et de la Wallonie.

Et parmi les autres partis ?

Le problème se situe surtout du côté du refinancement. On constate, en Flandre, que l'argent est là, mais que le groupe présidé par Philippe Moureaux, chargé de trouver une solution à la simplification des institutions bruxelloises, n'est pas allé assez loin. Je suis certain qu'il ne faudra pas attendre longtemps pour qu'il y ait, côté flamand, de nouvelles demandes pour vraiment réorganiser Bruxelles – en disant que ce que l'on a conclu en septembre 2011 est insuffisant.

Même des hommes politiques bruxellois de premier plan, comme Steven Vanackere (ministre des Affaires étrangères, CD&V) ou Pascal Smet (ministre flamand de l'Enseignement, SP.A), ont souligné que les mesures prises allaient dans la bonne direction mais étaient insuffisantes. S'il semble normal que, dans un Etat fédéral, ce sont les hommes politiques régionaux qui décident des structures de leur Région, il semble normal également que ceux qui doivent payer demandent une sorte de garantie que cet argent sera bien investi : en clair, que de nouvelles structures simplifiées soient mises en place, que Bruxelles soit mieux géré qu'aujourd'hui.

La position du CD&V a fortement évolué, tant sur le dossier du refinancement de la Région que sur le fait que tous les Bruxellois (francophones et flamands) soient traités de manière égalitaire par rapport aux allocations familiales...

L'accord sur les allocations familiales fut un moment clé dans les négociations. Quelle part, en acceptant l'idée que cette compétence doit être gérée au niveau régional, le CD&V a accepté l'idée que Bruxelles est une Région semblable à la Flandre et à la Wallonie. A un moment, le CD&V a réfléchi au fait qu'en Flandre, peu de gens comprennent quelle est la différence entre les Régions et les Communautés et est arrivé à la conclusion que personne ne comprendrait qu'il a bloqué cette réforme de l'Etat parce qu'à Bruxelles, on a donné cette compétence à la Région et pas aux Communautés.

Ceci dit, tant au sein du CD&V qu'au sein de l'Open VLD, il y a des gens qui disent que l'argent que l'on donne à Bruxelles, c'est de l'argent perdu, c'est de l'argent pour les francophones. En Flandre, pour beaucoup de gens, Bruxelles est perdue, Bruxelles est une ville francophone dans les faits. Et puis, dans ces mêmes partis, d'autres rétorquent qu'il ne faut pas l'analyser comme ça, que donner de l'argent à Bruxelles, c'est « donner de l'argent à notre capitale »... et donc à des Flamands aussi.

Ce que Bruxelles a obtenu, c'est la rançon de la scission de BHV ?

Oui. L'argent pour Bruxelles est la vraie compensation pour BHV. ■

Propos recueillis par
W. B.